EN ROUTE VERS L'AGROÉCOLOGIE

Friends of the Earth Europe

In association with: IFOAM EU GROUP

Mobiliser la Politique Agricole Commune pour construire de nouveaux systèmes alimentaires

EN ROUTE VERS L'AGROÉCOLOGIE

Mobiliser la Politique Agricole Commune pour construire de nouveaux systèmes alimentaires

Publié par
ARC2020
chez Foundation for Future Farming
Marienstrasse 19-20
10117 Berlin
Allemagne
t: +49 30 284 82 326
e: contact@arc2020.eu
w: www.arc2020.eu

Friends of the Earth Europe
Mundo-b building
Rue d-Edimbourg 26
1050 Bruxelles
Belgique

En association avec
IFOAM EU Group
Rue du Commerce 124
1000 Bruxelles
Belgique
t: +32 2 280 1223
e: info@ifoam-eu.org

Coordination et édition
Samuel Féret, Oliver Moore

Comité rédactionel
Stanka Becheva, Samuel Féret, Benedikt Haerlin, Hannes Lorenzen, Stephen Meredith, Oliver Moore, Andrzej Nowakowski

Crédits photos
Attila Szocs; Calypso; Giuseppe Cucco; Manchester Veg People; LOFC; Dorota Metera; Fotolia; USGS/NASA/ Landsat 7; MH; Jean-Marie Henry (PNR du Ballon des Vosges); Vincent Ruin (Chambre d'Agriculture Savoie-Mont Blanc); Wikimedia

Impression
Dessins : Eimear McNally
Imprimerie Le Galliard
5, Mail de Bourgchevreuil,
35510 Cesson-Sevigné, France
Imprimerie Imprim'Vert
Avril 2015

SOMMAIRE

Introduction i

Roumanie
Attila Szocs, Eco Ruralis
Sauver les semences traditionnelles pour les générations futures 2

Grèce
Pavlos Georgiadis, Calypso
Récolter les fruits d'une oliveraie traditionnelle de 1200 ans 4

Italie
Marta Messa, Slow Food Europe
Association traditionnelle de poiriers et céréales dans la vallée de Sinni 6

Royaume-Uni
Peter Crosskey, ARC2020
Reconstuire l'économie alimentaire locale de Manchester 8

Irlande
Oliver Moore, ARC2020
Echange de connaissances et d'expériences à la coop de Leitrim 10

Pologne
Dorota Metera, Green Institute
Dans les Carpathes, donner de la valeur ajoutée aux fruits et légumes 12

France
Samuel Féret, ARC2020
Un abattoir multi-espèces de proximité pour garantir un avenir à l'élevage 14

Baltique
Stephen Meredith, Effimia Chatzinikolaou, IFOAM EU Group
Initiative baltique pour une agriculture écologique et régénérative 16

Allemagne
Uli Jasper, AbL
Protection des prairies permanentes et surfaces d'intérêt écologique 18

France
Stephen Meredith, Effimia Chatzinikolaou, IFOAM EU Group
Les prairies fleuries, source d'alimentation pour les pollinisateurs 20

En savoir plus sur la PAC 22

Pour une PAC qui accompagne la transition vers l'agroécologie 23

Liens utiles et sigles utilisés 24

Introduction

En Europe, la Politique Agricole Commune (PAC) est un cadre législatif majeur qui influence la production, la transformation et la vente des produits agricoles.

La PAC a entrepris des décisions importantes sur l'orientation de l'agriculture en Europe, et sur les dépenses considérables des fonds publics européens, qui représentent aujourd'hui environ 40 % du budget total de l'Union Européenne (UE). Responsable de notre alimentation, de la vitalité de nos campagnes, de notre santé, de notre environnement et de nos agriculteurs, la PAC concerne tout un chacun.

Il est largement reconnu que la PAC a encouragé un modèle agricole qui dégrade l'environnement -contribuant au changement climatique, à la perte de biodiversité, à l'érosion des sols et à la pollution de l'eau- et a promu une agriculture de type industriel aux dépens de revenus décents et de la création d'emplois dans les zones rurales. Une production fortement orientée vers les « commodités » a alimenté l'importation d'intrants à bas coût produits dans des conditions sociales et environnementales non durables et aussi l'exportation également à bas coût vers les pays du Sud. Ceci pour rappeler que les impacts de la PAC se font ressentir au-delà de notre continent. Malgré ses dernières réformes, la PAC n'est pas parvenue à soutenir et à stimuler la souveraineté alimentaire ainsi que des approches agroécologiques dans l'UE.

Ceci doit changer et requiert une meilleure mise en œuvre de la PAC à travers l'UE. En effet, la nouvelle PAC peut aider à accompagner la transition de l'agriculture européenne vers l'agroécologie comprise au sens large, les systèmes agricoles et agroalimentaires. A l'inverse, toute tentative de promouvoir et de subventionner une agriculture de type industrielle basée sur « l'intensification durable » ou en simplifiant les écosystèmes aux dépens de l'environnement serait une régression et ne pourrait justifier de financement public par la PAC. Oui, l'argent public doit être dépensé dans les « biens publics » !

Pour aider les agriculteurs à se rapprocher des consommateurs, les gouvernements nationaux et régionaux ont les moyens de soutenir des systèmes alimentaires territorialisés qui contribuent à tisser des liens plus forts entre eux, incluant aussi leurs partenaires locaux et régionaux de la transformation et de la vente. Les programmes de développement rural doivent être pleinement mobilisés pour soutenir le développement durable des zones rurales et la protection de l'environnement en allouant des moyens à ces pratiques d'ici à 2020. Ceci implique de garantir un environnement institutionnel suffisamment fort et stable pour soutenir la production alimentaire de haute qualité basée sur des systèmes de production durables comme l'agriculture biologique et d'autres pratiques favorables à l'environnement, avec une attention forte portée à l'échange des connaissances agroécologiques, au conseil agricole, à la coopération et à l'innovation.

Les consommateurs doivent être encouragés à s'approvisionner en produits agricoles écologiques auprès de leurs producteurs locaux et régionaux. A cet égard, la création de circuits de proximité et de marchés diversifiés basés sur les principe d'un commerce équitable, sur des initiatives de développement local et sur des liens plus étroits entre producteurs et consommateurs doivent être priorisés.

Cette publication vise à montrer des exemples réussis issus d'une diversité de pays européens où une transition vers des approches agroécologiques est déjà à l'oeuvre. Elle donne des indications claires sur les priorités que les autorités régionales et nationales devraient avoir pour soutenir cette transition. Ces exemples sont peu comparés à la grande diversité des approches et des pratiques similaires existant en Europe. Mais d'ici à 2020, les organisations de la société civile suivront de près la mise en œuvre de la PAC afin de recueillir de nombreux autres exemples de transitions vers l'agroécologie.

Samuel Féret,

ARC2020

Sauver les semences traditionnelles pour les générations futures

Un nombre important de variétés de semences traditionnelles est toujours utilisé en Roumanie, mais leur diffusion est en déclin. Pourtant, la demande en faveur d'une diversité de semences traditionnelles et d'une alimentation de qualité a augmenté ces dernières années. Des réseaux alimentaires alternatifs, d'échange de semences et des projets de jardins potagers oeuvrent à préserver ce précieux héritage tout en répondant à la demande des consommateurs et des producteurs.

Eco Ruralis est une organisation de terrain qui soutient l'agroécologie et l'agriculture paysanne en Roumanie. Depuis 2009, sa campagne en faveur de « l'agrobiodiversité » a soutenu des paysans pour établir un réseau de 15 « gardiens de semences » responsables de la distribution de variétés spécifiques de graines traditionnelles. De plus, la banque nationale de gènes « Suceava » a fourni des semences et des connaissances sur la manière de les classer et de les préserver, et l'université des sciences agronomiques de Cluj-Napoca (USAMV) a donné des micro-parcelles à Eco Ruralis pour faire de la multiplication de semences. En l'espace de cinq ans, environ 5000 sachets de graines gratuites ont été donnés à 2000 producteurs à travers tout le pays via des échanges régionaux et des distributions annuelles.

Des professeurs de l'USAMV font régulièrement des observations des parcelles de multiplications en compagnie de leurs étudiants et de membres de l'équipe d'Eco Ruralis, afin de créer un catalogue annuel qui mette en valeur les avantages des semences traditionnelles auprès du grand public. Ce catalogue sert également à guider le choix des variétés.

Des gardiens de sémence marquant des séries de plants. Photo: Attila Szocs

Cultiver la diversité atténue le risque d'accident sur une culture, grâce à une plus large variété de caractéristiques. Photo: Attila Szocs.

Les semences hétérogènes possèdent de bonnes caractéristiques d'adaptabilité climatique et peuvent être multipliées chaque année, ce qui n'est pas le cas des semences hybrides ou génétiquement modifiées. En offrant gratuitement des semences traditionnelles, Eco Ruralis aide les producteurs à cultiver de la nourriture biologique pour eux-mêmes et pour leurs clients. Ceci concourt à diminuer leur dépendance envers l'industrie agroalimentaire qui exige l'utilisation de pesticides et d'herbicides qui dégradent la qualité sanitaire des produits et portent atteinte aux écosystèmes vivants.

Prochainement, Eco Ruralis compte développer un nouveau projet avec la banque de semences de l'USAMV pour stocker et étudier sa collection. En 2015, le programme « gardien de semences » s'étendera et un nouveau jardin communautaire qui travaille à base de graines traditionnelles démarrera. L'organisation prévoit aussi d'élargir la diffusion de semences vers de nouveaux producteurs et d'accroître la sensibilisation du public en collaborant avec deux autres organisations nationales, CRIES et Seminte Libere.

Le second pilier de la nouvelle PAC offre des possibilités de développer des activités liées à la sauvegarde de l'agrobiodiversité, via des mesures spécifiques du plan national de développement rural. Disposant d'un budget de 6 millions

L'université des sciences agronomiques de Cluj-Napoca (USAMV) a aidé Eco Ruralis en leur fournissant des micro-parcelles de terre pour la multiplication de semences traditionnelles. Photo: Attila Szocs

d'euros, la mesure « transfert des connaissances » peut être mobilisée pour les semences traditionnelles et pour mener des actions d'information du public sur les méthodes de culture agroécologiques. Avec un budget de 648 millions d'euros, les mesures agroenvironnementales et climatiques offrent également des opportunités, de même que la mesure dédiée à l'agriculture biologique.

Les efforts pour conserver la biodiversité agricole doivent prendre en compte les savoirs paysans. L'échange de semences traditionnelles créé des canaux de communication dynamiques entre producteurs qui favorisent la coopération. Reconnecter les consommateurs aux producteurs qui pratiquent l'agroécologie est la seule manière de développer un modèle agroalimentaire durable. En réunissant une grande diversité d'acteurs qui oeuvrent à développer les variétés de semences traditionnelles à travers la Roumanie, Eco Ruralis démontre qu'une communauté de pratiques agroécologiques peut fonctionner. L'Europe a sans doute besoin d'un peu plus de ce type de pratique pour améliorer ses politiques agricoles et alimentaires.

CONTACT

ecoruralis
supporting traditional organic farming

Eco Ruralis Agro-Biodiversity Campaign

www.ecoruralis.ro

REPÈRES

• Programme de recrutement de gardiens de semences et de diffusion des variétés traditionnelles • 5000 sachets de semences traditionnelles distribués • 2000 producteurs touchés par des rencontres régionales et par la distribution de graines • 15 associations de sauvegarde des semences créées pour les variétés traditionnelles

Récolter les fruits d'une oliveraie traditionnelle de 1200 ans

Calypso a démarré comme une petite exploitation familiale en 2011. L'entreprise a pour objectif de créer de la valeur ajoutée à partir d'une ancienne oliveraie située dans le petit village de Makri en Thrace.

Les créateurs de l'entreprise Calypso souhaitaient avant tout produire des produits grecs qui soient authentiques, de qualité, qui aient du goût, et créer un modèle économique pour d'autres producteurs de la région. Recourant aux techniques de récolte traditionnelle que la famille applique depuis quatre générations, ils prennent soin d' oliviers vieux de 1200 ans qui sont les premiers à être certifiés en agriculture biologique dans la région. Calypso est une marque d'huile d'olive extra vierge obtenue à partir de la variété locale Makri.

L'huile d'olive est une partie seulement de l'histoire de Calypso, qui remonte à plusieurs générations. Photo: Calypso.

L'huile est vendue directement aux consommateurs locaux et aux restaurants, et est également exportée vers des clients en Allemagne et en République Tchèque. L'obligation d'avoir des méthodes et des standards spécifiques tout le long de la chaîne depuis la production jusqu'à l'extraction, le stockage et le conditionnement a permis aux producteurs de tirer des bénéfices d'une l'huile d'olive comme marque d'un produit de qualité. Les producteurs échangent directement avec les consommateurs et organisent des visites de ferme et des dégustations. Afin d'élargir leur gamme, d'autres produits sont fabriqués tels que des olives de table et des savons. L'entreprise familiale est gérée par des jeunes passionnés par l'oliveraie. Ils combinent une activité axée sur l'utilisation novatrice des réseaux sociaux avec une profonde connaissance des traditions locales autour de l'oliveraie. Passant beaucoup de temps à l'amélioration du goût de leurs produits, ils sont régulièrement à jour des dernières tendances culinaires et des technologies développées dans le monde de l'olive. Les collectivités locales travaillent maintenant à inscrire la variété locale Makri au registre des produits à dénomination d'origine (PDO). Récemment, la variété a fait son entrée dans l'Arche du goût de Slow Food. Etant certifiés en agriculture biologique, ils sont en discussion avec les autres producteurs locaux intéressés par une conversion. Le succès entrepreneurial de Calypso inspire maintenant la création d'un réseau de producteurs, qui aidera sans doute à réduire les coûts de production, à augmenter les rendements ainsi que les surfaces gérées avec des pratiques agricoles durables dans la région. A Calypso, l'oliveraie est considérée comme un écosystème vivant à travers la mise en œuvre de méthode de méthodes de production qui imitent les rythmes naturels. La conservation de la biodiversité locale est la principale motivation des agriculteurs, illustrée par le grand nombre de variétés d'arbres notamment des amandiers et des abricotiers dans plusieurs parcelles, ainsi que des herbes locales poussant sous les oliviers. Ils produisent une huile d'olive provenant

Les oliviers autochtones Makri sont parmi les populations d'Olea europaea les plus septentrionnales au monde. Ils poussent dans un micro-climat à hivers froids et étés secs.

Pour s'assurer que les oliviers donneront des fruits pour les générations futures, une grande partie de la récolte est réalisée manuellement. Photo: Calypso.

d'oliviers soigneusement cultivés pour maintenir des sols en bonne santé, avec notamment des méthodes innovantes qui améliorent leur fertilité tout en respectant leur biodiversité et leur structure. L'objectif est d'augmenter le taux de matière organique avec l'introduction d'amendements organiques, de plantes légumineuses, de zéolite, de microorganismes ainsi que du compost fabriqué à la ferme.

La manière dont l'huile Calypso a été créée et opère aujourd'hui, est une histoire combinant méthodes traditionnelles et pratiques agroécologiques, démontrant comment de jeunes agriculteurs peuvent trouver leur voie dans une activité profitable tout en travaillant avec et dans des démarches de qualité comme les PDO, l'agriculture biologique et l'Arche du Goût.

CONTACT

Calypso, huile d'olive extra vierge
calypsotree.com

REPÈRES

• Une oliveraie familiale qui sait être viable tout en suivant des méthodes traditionnelles • Labels de qualité et certification en agriculture biologique • Promotion de méthodes de production agroécologiques • Les producteurs partagent l'histoire du projet Calypso avec les consommateurs.

Association traditionnelle de poiriers et céréales dans la vallée de Sinni

L'histoire moderne d'un fruit du XVIIIème siècle, la poire Signora de la vallée de Sinni, est également une histoire d'agroécologie.

C'est une histoire de redynamisation de communautés alimentaires et rurales, de producteurs travaillant ensemble, mobilisant des outils de la PAC et ceux du Presidium Slow Food pour les accompagner dans cette approche agroécologique.

Documentée depuis le XVIIIème siècle, la culture de la poire Signora dans la vallée de Sinni a joué un rôle important au fil des siècles dans les zones agricoles de Matera. Ces trente dernières années, cette variété locale a connu l'extinction : la spécialisation de grandes exploitations fruitières dans la vallée a conduit à l'abandon des activités agricoles qui occupaient de manière typique les collines environnantes (arbres fruitiers et céréales). De plus, les poiriers cultivés dans les champs de céréales ont été arrachés, pour ne pas gêner la mécanisation de l'agriculture et la moisson. Seuls quelques arbres ont survécu dans des zones marginales. Cette perte de biodiversité est largement répandue ailleurs en Europe et dans le monde, comme l'a d'ailleurs documenté la FAO.

Les poiriers au milieu d'un champ de céréales sont l'illustration d'une agriculture pré-industrielle. Photo: Giuseppe Cucco

Les Présidia Slow Food se donnent pour objectif de conserver et d'entretenir une production de qualité menacée d'extinction, de protéger des régions et des écosystèmes uniques, de retrouver les savoir-faire traditionnels et de sauvegarder les variétés indigènes et autres plantes locales. Le Présidium de la poire Signora de la vallée de Sinni a été mis en place par Slow Food avec le soutien d'un groupe d'action local (GAL) LEADER. L'objectif était de protéger les arbres restants et d'encourager la plantation de nouveaux arbres. Cette dernière fut réalisée en soutenant la création de petites plantations professionnelles utilisant les variétés locales sur les collines, là où le micro-climat est idéal. Le Présidium implique 20 producteurs dans une association, chacun cultivant environ 350 arbres adultes sur 2 hectares.

La poire Signora de la vallée de Sinni avait complètement disparu pour laisser place nette à des engins de récolte mécanisés dans les champs de céréales. Seuls 357 arbres fruitiers sont restés dans des zones marginales.

Slow Food a lancé le Présidium en facilitant la création d'une association de producteurs et en organisant des visites de terrain afin d'obtenir des données pour rédiger un guide de production. Slow Food accompagne les producteurs (en organisant des formations et des échanges), en les valorisant ainsi que leurs produits à travers des canaux de communication et des événements (en impliquant des chefs restaurateurs et en soutenant la vente directe). Le GAL prend en charge les coûts liés à l'animation du Presidium à travers le programme LEADER+ (2nd pilier de la PAC).

En promouvant un produit à forte identité, le Présidium aide les acteurs locaux à orienter leur production dans une direction différente de celle dictée par les principes de l'agrobusiness, en prenant en compte les paysages, la biodiversité, les pratiques agroécologiques, en enrichissant les services écosystémiques.

Le Présidium promeut quant à lui leurs produits locaux riches de saveurs sensorielles, avec des méthodes de production qui respectent l'environnement, les principes d'un commerce équitable rémunérant convenablement les producteurs.

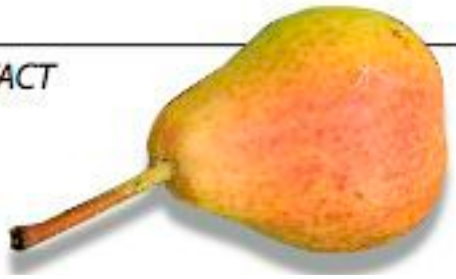
Avec la nouvelle PAC, les autorités italiennes ont la possibilité de soutenir de pareilles initiatives dans le cadre des plans de développement rural financés par le FEADER (10,4 milliards d'euro).

Les Présidia Slow Food représentent un modèle de développement pour les productions traditionnelles réalisées par de petits groupes de producteurs, pouvant être appliqué à d'autres produits et dans d'autres contextes. Une étude des Presidia européens portant sur la durabilité économique, agrienvironnementale et socio-culturelle a conclu des résultats positifs significatifs sur les critères de ses différentes échelles. Une amélioration substancielle a été observée en matière de durabilité socio-culturelle, due à l'augmentation des relations à l'intérieur du groupe de producteurs ainsi que vers l'extérieur, à leur meilleure connaissance de la valeur de leur travail et de leurs produits, et grâce enfin à un renforcement de leur pouvoir de négociation dans la chaîne alimentaire.

Des résultats positifs ont également été enregistrés en matière de durabilité environnementale, grâce à la réduction générale des pesticides. Des sources d'énergie alternatives et l'utilisation de nouveaux matériaux de conditionnement pour améliorer l'impact environnemental doivent être encouragés. Dans la vallée de Sinni et à plus grande échelle, le Présidium Slow Food accompagne le développement de groupes de praticiens agroécologiques.

La vraie valeur de la poire Signora de la vallée de Sinni commence maintenant à être redécouverte par les nouvelles générations. Photo: Giuseppe Cucco.

CONTACT



Association des producteurs de poire Signora de la vallée de Sinni
http://presidislowfood.it/italian-presidia/details/6324/sinni-valley-signora-pear

REPÈRES

• Le Presidium de la poire Signora de la vallée de Sinni a aidé à préserver une culture fruitière traditionnelle qui est redevenue viable • Slow Food peut aider les agriculteurs, les organisations de développement rural (GAL LEADER), les chefs restaurateurs, les consommateurs et les autres acteurs à soutenir une alimentation bonne pour l'environnement.

Reconstuire l'économie alimentaire locale de Manchester

Les circuits courts et l'alimentation locale peuvent être de bons moyens de réduire le gaspillage et d'avoir une empreinte environnementale plus légère.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, de nouveaux restaurants et services de catering cherchent de plus en plus à se fournir en fruits et légumes sains et biologiques, et nombreux sont les jeunes à vouloir les cultiver sans toutefois posséder les terres nécessaires.

Manchester Veg People (MVP) démontre que des coopératives locales peuvent être créées en rassemblant ces différents acteurs. Après avoir été le berceau de la révolution industrielle, la ville de Manchester commence sa propre révolution alimentaire, à partir du terrain. La coopérative britannique Manchester Veg People fournit à la fois accès à la terre, formation, plantations et catering au sein d'un réseau agroalimentaire cohérent. C'est une communauté de pratiques agroécologiques qui nous démontre comment la PAC peut être mieux utilisée et où sont ses limites actuelles.

Un réseau d'organisations appelé Kindling Trust (fondé par Chris Walsh et Helen Woodcock) s'est employé à reconstruire l'économie alimentaire locale. Plutôt que d'améliorer un point particulier de la chaîne alimentaire, ils essaient de construire une filière alimentaire à petite échelle pour toute la ville de Manchester.

Toute cuisine n'est pas forcément équipée pour éplucher les pommes de terre fraîchement récoltées.
Photo: Manchester Veg People.

La coopérative Manchester Veg People est la seule organisation travaillant avec le Kindling Trust, fournissant les produits frais biologiques dans le grand Manchester. Les maraîchers et leur acheteurs s'y retrouvent pour assurer des prix rémunérateurs aux premiers, la plupart d'entre eux étant situés dans le conté de Chestire.

Parmi les acheteurs, on trouve de nombreux restaurants (pubs gastronomiques, bistros, épiceries fines, grande cuisine). Les magasins sont à la fois des épiceries et des coopératives végétariennes. Les clients du catering vont du particulier au campus universitaire.

En rejoignant la coopérative en tant que membres, des acteurs de la restauration hors domicile donnent du sens à leurs achats et opèrent dans la transparence la plus totale avec les maraîchers de MVP

Manchester Veg People est soutenu par le programme de développement rural anglais. Ce financement européen faisant partie de la PAC, permet d'embaucher un chef de projet, d'acheter un camion réfrigéré, des armoires réfrigérées, des caisses enregistreuses, et de gérer la marque commerciale. Des cofinancements ont été générés de manière participative via internet (crowd funding).

Cette mesure de développement rural permet de mieux intégrer les agriculteurs dans la chaîne alimentaire, à travers des dispositifs de promotion et d'amélioration de la qualité des produits. Elle permet aux producteurs de fixer plus de valeur ajoutée dans leurs produits et ainsi de devenir plus compétitifs. Comme ils sont aidés dans la promotion de leurs produits, ils peuvent trouver des marchés locaux qui permettent de renforcer l'économie locale et les circuits courts. Ces derniers sont efficaces pour réduire le gaspillage alimentaire et avoir une empreinte carbone plus légère.

Mais puisque ces coûts environnementaux ne sont pas pris en compte dans le prix, les aliments importés peuvent toujours paraître moins chers. C'est pourquoi la relation producteurs-acheteur est importante, l'acheteur étant moins enclin à faire pression sur les prix s'il connaît tous ces bénéfices environnementaux.

Une autre partie du projet consiste à faire pousser des petites fermes : la première ferme pilote « FarmStart » a vu le jour à 25 km au Sud-Ouest de Manchester. Cette ferme biologique s'étend sur 10 ha à Abbey Leys. Les futurs agriculteurs sont d'abord formés pour tester les cultures et démarrent ensuite en cultivant 0,6 ha en tant que « FarmStarters ».

Les aides directes du premier pilier de la PAC n'étant accessibles qu'aux fermes de plus de 5 ha, ces douzaines de producteurs bio n'y ont pas accès.

A long terme, l'objectif est d'implanter quatre fermes pilotes. Celle prévue à Stockport couvrirait le quart Sud-Est de Manchester. Walsh est également enclin à installer un site pour la production de fruits biologiques pour répondre à une forte demande.

Manchester Veg People conditionne les fruits et légumes en paniers, un procédé qui s'intègre bien à cette filière de qualité de proximité, et soutient une production biologique locale et diversifiée dans une nouvelle zone. L'initiative permet à des candidats à l'installation d'accéder à la terre, de se former et d'y cultiver fruits et légumes.

Si certaines parties de la PAC sont mobilisés ici, certaines de ses limites y sont clairement exposées. Toutefois, ceci démontre que Manchester Veg People est l'expression d'une communauté de pratiques agroécologiques tout à fait viable.

Jour de salade : en fournissant uniquement les consommateurs locaux, les produits frais sont livrés le jour de leur récolte. Photo: Manchester Veg People..

CONTACT :

Manchester Veg People
vegpeople.org.uk

REPÈRES

• Acheteurs et cultivateurs font partie de la coopérative, pour garantir une transparence complète • les aliments fournis ne sont pas toujours prêts à être consommés et nécessitent une préparation par les acteurs du catering • la non-conformité de certains équipements de cuisine peut exclure certains clients de service public.

Echange de connaissances et d'expériences à la coop de Leitrim

La coopérative de producteurs biologiques Leitrim (LOFC) réalise quelque chose d'assez rare en Irlande : elle rassemble des éleveurs au sein d'un groupe uni.

LOFC a pris la tête du développement de l'élevage en Irlande, en utilisant des races traditionnelles principalement nourries par des prairies permanentes. Et LOFC l'a fait dans une région particulièrement reculée d'Irlande. La coopérative a encouragé le développement d'un type d'élevage particulièrement agroécologique, avec des échanges entre éleveurs, le développement de marchés locaux et des méthodes d'apprentissage par les pairs. Cette région porte le nom de BMW, comme Border, Midland West, ce qui fait bien son affaire.

LOFC a trouvé des marchés locaux pour la viande de ses membres à des prix plus rémunérateurs que dans d'autres parties de l'Irlande. Les membres de la coopérative ne subissent pas de pression particulière de leurs partenaires d'aval.

Cette partie de l'Irlande a été marginalisée à bien des égards. Certes il y pleut beaucoup, mais les terres y sont difficiles. Les investissements y sont rares et l'activité économique moindre que dans le reste de l'Ile. La population y est dispersée et le paysage valloné. C'est dans ce pays des pierres grises qu'a démarrée l'histoire de la coopérative agricole Leitrim en 1998. Cette organisation très dynamique qui compte 170 membres, essentiellement des éleveurs bovins, valorise les races traditionnelles anglaises et irlandaises comme l'Herefords, l' Angus et le Shorthorn. « Les analyses ADN nous disent que 96 % que nos bœufs ont des origines anglaises ou irlandaises au moins d'un côté » raconte John Brennan, responsable de la coopérative. Ces races sont bien adaptées aux conditions locales où le pâturage est la norme 365 jours par an. Ce qui permet de réduire les importations d'aliments du bétail dont certaines races continentales comme la Charolaise ou la Limousine sont plus dépendantes. Lorsque des aliments du bétail rentrent dans un élevage, via des cultures sur la ferme ou via un achat d'aliment bio à l'extérieur, la coopérative met l'éleveur en relation avec d'autres membres pour discuter des alternatives possibles.

Les échanges et conseils de paysans à paysans se pratiquent par téléphone et sur le site internet de la coopérative. Les animaux sont également achetés et vendus selon ces mêmes méthodes.

Tous les membres étant en agriculture biologique, le recours aux intrants et aux procédés de l'agriculture industrielle qui dépendent de ressources fossiles (pesticides chimiques, engrais minéraux) ne font pas partie des méthodes employées. Le faible taux de chargement animal à l'hectare qui s'impose en agriculture biologique, est de toute façon incontournable dans cette région difficile.

Trouver des débouchés à ses membres est l'activité principale de la coopérative. Pour y parvenir, celle-ci a établit des marchés paysans et des unités de découpe mobiles pour écouler de la viande d'origine locale sur les marchés, y compris les marchés locaux. A plus grande échelle, LOFC crée la demande et est activement impliquée dans l'organisation de marchés aux bestiaux. Ses membres ont réussi à obtenir de meilleurs prix que d'autres en viande biologique dans de meilleurs coins d'Irlande. Ils contribuent ainsi à maintenir compétitifs les outils d'abattage et de transformation. En Irlande, à l'exception des producteurs laitiers, les éleveurs ne

Un groupe observe les plantes indicatrices spécifiques des prairies biologiques. Photos: LOFC.

Grandstand view: les visites de ferme font partie intégrante des activités de la coopérative. Photos: LOF

fixent pas les prix.

La formation et l'apprentissage sont les autres domaines d'intervention de la coopérative. L'organisation conduit des groupes de discussion pour et par les éleveurs bovins et ovins. Six rencontres sont ainsi programmées chaque année. LOCF a contribué à mettre en place un cycle national de formation biologique par internet, qui fonctionne avec environ 700 personnes par an sur 70 cours et 6000 jours de formation. Ces formations sont ouvertes à tous et pas uniquement aux agriculteurs bio, et sont subventionnées jusqu'à 100% pour les participants disposant de faibles ressources.

La formation insiste beaucoup sur la création de valeur ajoutée chez les petits et moyens élevages, et est souvent délivrée par les pairs, depuis l'entretien des sabots des animaux jusqu'à la fabrication de crème glacée, en passant par l'agroforesterie et la maturation de la viande. Même des formations aux réseaux sociaux sont dispensées par un agriculteur qui les utilise avec succès. « Qu'on soit certifié en bio ou non, nous encourageons les méthodes et systèmes de l'agriculture biologique avec quiconque vient chez nous pour des conseils et de la formation » ajoute Brennan.

Avec des prix de marché favorables, des apprentissages de groupe et la certification en agriculture biologique de l'élevage de races traditionnelles, la coopérative Leitrim trace la voie de l'agriculture agroécologique en Irlande.

CONTACT:

Leitrim Organic Farmers' Cooperative
leitrimorganic.com

REPÈRES

•LOFC aide ses membres à accéder aux marchés • Créer une demande pour la viande bio • Prix rémunérateurs pour la production des membres • Programmes de formation et groupes de discussion entre agriculteurs • Stages ouvertes à tous, avec une attention particulière portée sur la création de valeur ajoutée pour les petits et moyens élevages.

Dans les Carpathes, donner de la valeur ajoutée aux fruits et légumes

Les régions des basses Carpathes et de Roztocze dans le Sud-Est de la Pologne sont réputées pour leur bonnes conditions pédoclimatiques, idéales pour les cycles végétatifs longs.

Si les collines et les petites fermes n'étaient pas vraiment adaptées à l'agriculture industrielle ou intensive, l'arboriculture biologique y est perçue comme une alternative viable depuis les années 90. Entre 2001 et 2011, le nombre de producteurs bio est passé de quelques douzaines à plus de 2000 dans la province de Podkarpackie.

Les arboriculteurs se sont regroupés dans l'association "Truskawka" (cerise) et au sein de l'organisation de producteurs (OP) "Bio-Food Roztocze". Aujourd'hui, près de 100 agriculteurs sont membres de l'OP, qui possède son propre bâtiment grâce à une mesure de soutien aux OP et aux coopératives. Le bâtiment est devenu opérationnel en 2012 et représente un investissement d'environ 8 millions de złoty (2 millions d'euro), réalisé avec le soutien du programme de développement rural (PDR) polonais. Les agriculteurs y apportent leurs produits dans des paniers standards qui sont achetés au groupement. Après un premier tri, les produits sont stockés dans des entrepots de réfrigération ou de congélation. Le chiffre d'affaire du groupement Bio-Food Roztocze est d'environ 5 million de złoty (plus d'1 million d'euro) et est en augmentation.

Les principaux fruits récoltés sont les fraises, cerises, groseilles, cassis, framboises, aronia, griottes et des pommes. Il y a aussi une gamme de légumes : haricots, concombres, brocoli, choux-fleurs, poireaux, citrouilles, choux et rhubarbe. Les tailles d'exploitation sont assez modestes, allant de 2 à 10 hectares, et nombreux sont ceux qui possèdent des parcelles de 0,2 à 0,4 hectares, à cheval entre deux villages. Certains agriculteurs ont acheté des petits tracteurs ou des machines à récolter les cassis. Ceci a été rendu possible grâce à la mesure « modernisation des exploitations agricoles » du PDR. D'autres agriculteurs ont été éligibles à la mesure de participation à des dispositifs de qualité des produits.

Les contrôles sur les framboises en route pour la congélation à la cooperative. Photo: Dorota Metera.

Il y a encore de vieux vergers sur certaines fermes. Ceux-ci furent plantés par les parents ou grand-parents des agricutleurs actuels il y a de cela 40 voire 60 ans. Certains sont issus de variétés anciennes ou ont de vieilles origines ukrainiennes. Les rendements peuvent grimper jusqu'à 1 tonne de fruits par arbre. Les pommes sont récoltées et transformées en jus de pomme ou en jus de pomme concentré, et vendus sur le marché européen et même parfois à des clients américains. La biodiversité agricole est ainsi protégée par ces méthodes de récolte et de transformation. C'est la meilleure façon de protéger la biodiversité, le marché rémunérant une production de fruits à partir de vieux arbres de haut jet qui ne seront pas remplacés par des arbres de basse tige standardisés.

Dans les vergers de haut jet, plantés par les générations antérieures, poussent des fruits de tradition. Avec une récolte moyenne d'une tonne par pommier, la production est transformée en jus ou concentré

Tous les producteurs sont certifiés en agriculture biologique et sont soutenus par la mesure agroenvironnementale « agriculture biologique » qui les rémunère à hauteur d'environ 400 euros par hectare. L'OP aide à rationaliser le dispositif d'approvisionnement par des achats groupés de plants de fraises ou de framboises, ainsi que des produits de lutte biologique ou des engrais autorisés en agriculture biologique.

Tomasz Obszanski a développé une petite unité de transformation sur sa ferme. Il y a construit une presse pour extraire l'huile de colza à froid, grâce à la mesure

La nouvelle unité de transformation de Bio-Food Roztocze permet à la coopérative de centraliser le stockage et l'expédition. Photo: Dorota Metera.

« diversification vers de nouvelles activités ». Il a également monté une petite entreprise dénommée Barwy zdrowia (Les couleurs de la santé) pour vendre ses produits et ceux de ses voisins bio dans son magasin à la ferme.

Chaque week-end, il parcourt 400 km en minibus pour Varsovie et Katowice, où il vends ses légumes au marché hebdomadaire « Biobazar ». Ce marché est situé dans une ancienne usine qui confère une ambiance post-moderne au lieu. Le marché « Biobazar » est fréquenté par des miliers de clients chaque samedi.

Le chemin est long depuis les collines du Sud-Est de la Pologne jusqu'aux consomm'acteurs de la capitale. Long, non seulement en terme de distance parcourue, mais aussi en terme de travail quotidien ces dix dernières années, pour y développer l'agriculture biologique et pour protéger les paysages traditionnelle et la biodiversité.

Pour appuyer de telles pratiques, les autorités devraient augmenter leur soutien à l'agriculture biologique et aux OP bio, ainsi qu'aux dispositifs de qualité des produits sous la nouvelle PAC.

En entretenant des variétés adaptées localement, en s'étant convertis à l'agriculture biologique, en ayant monté des OP pour capter de la valeur ajoutée pour eux-mêmes et pour le groupe, ces agriculteurs polonais tirent parti de ce que la PAC met à leur disposition pour développer l'agroécologie.

CONTACT:
Bio-Food Roztocze Sp. z.o.o. Grupa producentów
bfr.net.pl

La production des vergers de haut jet trouve un créneau nouveau dans le jus de pomme. Photo: Dorota Metera.

REPÈRES

• Opportunité de promouvoir des fruits biologiques sur de grands marchés
• Structure flexible qui inclut des petites fermes de moins de 0,2 hectares
• Nouveau débouché pour le patrimoine naturel grâce à des variétés de pomme qui font vivre la biodiversité dans des vergers traditionnels de haut jet.

Un abattoir de proximité pour garantir un avenir à l'élevage

Ces dernières années, le poumon agroalimentaire de l'Ouest de la France a été secoué par une série de faillites économiques, provoquant de nombreuses pertes d'emplois. Le groupe Doux et son rival Tilly-Sabco ont longtemps opéré selon des business plan dépendants des subventions européennes à l'exportation. L'entreprise Gad, spécialisée dans l'abattage et la transformation des porcs a été rachetée par une des plus importantes coopératives françaises, mais a dû finalement fermer un abattoir pour pouvoir continuer une partie de son activité. Si les décideurs politiques nationaux se sont mobilisés pour tenter de sauver des emplois chez ces géants de l'agroalimentaire, en revanche peu se soucient du sort des petits abattoirs de proximité.

Pourtant, ils constituent un chaînon indispensable mais souvent ignoré des systèmes alimentaires.

Le commerce de la boucherie indépendante s'approvisionne auprès des abattoirs locaux. Photo: Fotolia.

Ils forment un chaînon manquant dans les systèmes alimentaires agroécologiques qui, s'ils peuvent respecter des standards environnementaux élevés dans les élevages, peuvent impliquer de très longues distances de transport des animaux jusqu'à l'abattoir. Ce qui est discutable du point de vue du bien-être animal et dans la perspective de promouvoir des circuits alimentaires de proximité.

Il existe peu d'alternatives. Les unités d'abattage mobiles ne sont pas toujours adaptées aux gros bovins et leur abattage à la ferme est interdit. S'il existe des exemples d'abattage mobile en Allemagne et en Espagne, les règles d'hygiène qui sont les mêmes que dans les grands abattoirs peuvent dissuader les éleveurs.

Ceci risque de défavoriser les petits abattoirs, qui ne fonctionnent pas par dizaines milliers de têtes. Il n'y a pas un grand nombre d'éleveurs en mesure de rentabiliser par leur propre production, le passage d'une unité d'abattage mobile de façon régulière.

Jean-Claude Galland qui est éleveur dans le département d'Indre et Loire (région Centre), et qui fut représentant de la chambre d'agriculture, explique les efforts qu'il a consacré au maintien d'un abattoir de proximité : « ces quinze dernières années, cinq abattoirs ont fermé dans la région. Parmi eux, surtout des entreprises familiales sans successeur, ou bien qui n'avaient pas investit dans de nouveaux équipements aux normes d'hygiène ». Il a ainsi monté un projet de développement local basé sur les circuits courts en y associant les éleveurs et les bouchers comme acteurs clés.

« L'amélioration des normes d'hygiène a permis de garder notre abattoir en activité. Mais malgré les volumes et l'expertise nécessaire, l'établissement vieux d'un siècle situé dans le centre ville de Bourgueil n'est plus adapté, » déclare Galland.

En travaillant avec une petite équipe de gens motivés et grâce à la volonté des éleveurs, Galland et ses collègues ont fait un lobbying auprès des décideurs locaux et ont obtenu un soutien de la chambre d'agriculture et de la chambre de commerce et d'artisanat. La communauté de communes a mis un terrain à disposition, des établissements scolaires se sont engagés à approvisionner leurs cantines auprès d'eux, et la municipalité de Tours a vu d'un bon œil la présence de cet abattoir pour satisfaire une demande d'abattage rituel.

L'élevage fait autant partie de l'économie rurale que du paysage, l'accès aux équipements d'abattage y est essentielle.. Photo Fotolia.

L'objectif principal est de promouvoir une production de viande locale auprès des bouchers, et ainsi de créer de la valeur ajoutée en offrant des produits de qualité. En faisant fonctionner l'abattoir avec un minimum de 700 tonnes par an, l'activité compte aussi sur les éleveurs de porc, de bœuf et d'agneau qui vendent directement auprès des consommateurs.

« Si un abattoir ferme, il est déjà trop tard » déclare Galland. « C'est pourquoi il faut anticiper, et c'est ce que des éleveurs ont fait quand ils ont compris que le dernier abattoir en activité connaissait des difficulté ».

Ils ont créé une société civile d'intérêt coopératif (SCIC), qui permet à des consommateurs et à des associations de s'y joindre. Le projet est construit pour offrir un service d'abattage multi-espèces, avec une chaîne de découpe et de désossage. Il a été dimensionné pour 700 tonnes à l'année pour devenir viable. La zone d'approvisionnement s'étend dans un rayon de 80 km. Le budget du projet est de 3 millions d'euro, avec une aide de 143 000 d'euro sollicitée du FEADER (2nd pilier de la PAC) ainsi que des collectivités territoriales. Le nouvel abattoir devrait ouvrir en 2016.

Ce cas d'étude issu d'une région française montre comment l'avenir de l'élevage se construit en utilisant les marchés locaux. Les systèmes alimentaires locaux peuvent ainsi prendre en compte toute la filière incluant non seulement la production mais aussi l'abattage et la transformation, et ce pour plusieurs espèces animales. Les abattoirs de proximité sont de fait une pièce essentielle à la relocalisation des systèmes alimentaires. Ce cas d'étude montre également comment les autorités locales et régionales deviennent des décideurs importants dans la mise en œuvre de systèmes alimentaires locaux. A partir de 2014, les régions françaises sont devenues les autorités de gestion des programmes de développement rural, et ont donc le pouvoir d'orienter la PAC pour le mieux sur leurs territoires.

CONTACT :

Abattoir multi-espèces de Bourgueil

http://www.indre-et-loire.chambagri.fr/fileadmin/documents/site_1/internet/AgricultureProximite/Plaquette_Ab-Bourgueil-imprimeur_01.pdf

REPÈRES

•Développement de liens entre éleveurs et bouchers qui choisissent des circuits courts • Importance des infrastructures de transformation locales pour le secteur de l'élevage • Abattoir multi-espèces (bœuf, veau, ovins, caprins, porcs, chevaux) aux normes communautaires • Plus de 150 éleveurs impliqués • Seuil de viabilité estimé à 700 tonnes/an

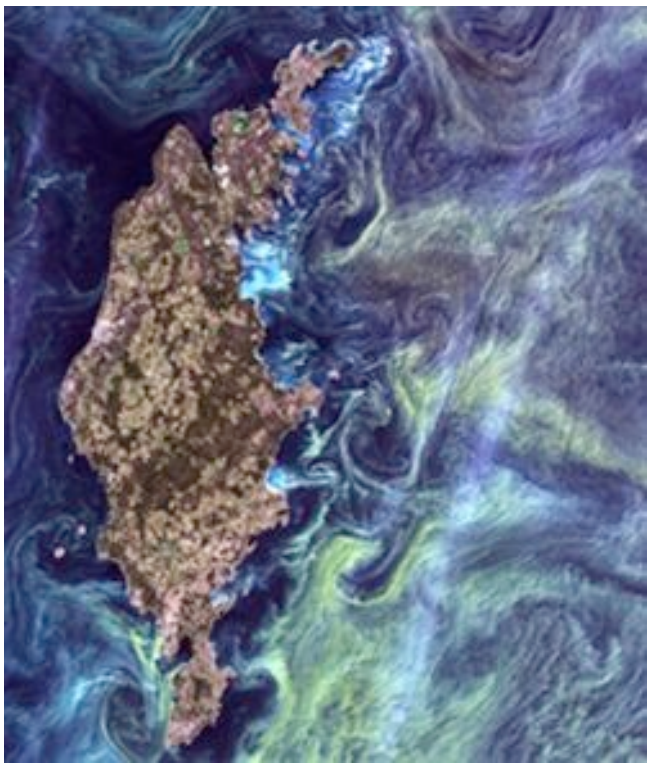
Initiative baltique pour l'agriculture écologique et régénérative

L'agriculture écologique régénérative (AER) est une forme d'agriculture biologique basée sur l'utilisation entière des ressources locales renouvelables pour mieux gérer et recycler les minéraux.

Dans la région de la mer Baltique, l'agriculture est responsable de 50 % des fuites d'azote et de phosphore, ce qui génère une forte pollution des eaux. Le concept AER a été initié par BERAS, un réseau international mis en place pour répondre aux impact négatifs d'une agriculture intensive, spécialisée dans les grandes cultures et l'élevage dans cette grande région.

Entre 2003 et 2005, BERAS a mené des études pilotes sur 48 fermes biologiques dans 8 pays encerclant la Baltique, afin d'évaluer et de démontrer le potentiel des pratiques de l'agriculture biologique à réduire les impacts négatifs de l'agriculture intensive sur le milieu marin.

Ses activités comprenaient une implication auprès des dynamiques locales d'agriculture et d'alimentation biologique dans chacun de ces pays, pour promouvoir des échanges sur les freins au changement et à l'adoption de meilleures pratiques. Les bénéfices sociaux et environnementaux de l'AER comparés à l'agriculture conventionnelle étaient aussi évalués ainsi que les avantages économiques de la conversion à l'agriculture biologique et aux pratiques d'AER.



La prolifération d'algues en mer Baltique était même visible depuis l'espace en 2005, quant cette édifiante photo de la Nasa fut prise. Photo: USGS/NASA/Landsat 7.

L'héritage légué par l'agriculture intensive dans les pays de la Baltique requiert une boîte à outil soigneusement planifiée et intégrée pour prendre en compte la dimension régionale, tout en appliquant le principe "penser globalement, agir localement"

L'objectif est d'atteindre un équilibre entre exploitations de grandes cultures et celles d'élevage, et d'optimiser le bouclage du cycle des minéraux à travers la rotation des cultures, la culture de plantes fixatrices d'azote et la gestion des déjections, afin d'accroître l'efficience des fermes et de réduire les pertes. En se combinant aux techniques de l'AER, l'agriculture biologique a un potentiel de réduction des excédents d'azote de plus de 50 %, en évitant le recours aux engrais chimiques de synthèse, en améliorant la fertilité des sols et la biodiversité, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, en améliorant la vitalité rurale et l'approvisionnement alimentaire régional.

Entre 2010 et 2013, BERAS a travaillé à promouvoir et à mettre en œuvre ses résultats auprès des acteurs de toute la chaîne alimentaire. Ceci a impliqué la coopération avec 42 exploitations afin de développer et de communiquer des bonnes pratiques agricoles, et la mise en place de 20 centres d'information dans 9 pays encerclant la Baltique, pour démontrer et plaider en faveur de la conversion à l'agriculture biologique et aux pratiques de l'AER, ainsi qu'au développement de systèmes alimentaires durables de la fourche à la fourchette. Les centres d'information font de l'apprentissage et de la formation pour les agriculteurs, les responsables politiques, les enseignants, les étudiants et même le grand public. Ils transmettent des connaissances sur la mise en place de pratiques agronomiques qui garantissent une gestion efficiente des minéraux sur et entre les exploitations, pendant et après la conversion. Une batterie de pratiques agroécologiques est proposée depuis la gestion de la fertilité du sol et la conception des rotations culturales

Le réseau BERAS est le reflet d'un besoin partagé de restaurer l'environnement dans l'agriculture de la mer Baltique. Photo: Fotolia

jusqu'à la protection des plantes, les techniques d'élevage et la gestion des déjections animales. Les principes agronomiques se basent sur des outils comme la calculette de l'azote et le planning des grandes cultures bio. Des outils de pilotage complémentaires sur la gestion économique durant la période de conversion, le développement de la commercialisation avec des cas d'étude, complètent la panoplie du matériel pédagogique.

De plus, les centres d'apprentissage mettent l'accent sur l'implication des consommateurs et des petites et moyennes entreprises dans le développement d'un régime alimentaire adapté à une mer Baltique propre (Diet for a Clean Baltic), qui est basé sur le principe d'une production bio saine, locale et de saison, qui réduit la consommation de viande et le gaspillage alimentaire.

BERAS montre ce qui peut être fait quand les agriculteurs ont l'opportunité de mettre en pratique une approche globale de l'exploitation pour la gestion et le bouclage du cycle des minéraux. Ce projet montre aussi comment de quelle manière de nouveaux systèmes alimentaires régionaux peuvent se mettre en place.

CONTACT :

Baltic Ecological Recycling Agriculture and Society (BERAS)

beras.eu

REPÈRES

• L'agriculture intensive contribue à l'excédent d'azote et de phosphore dans les eaux de la Baltique, causant une pollution significative • Une meilleure gestion des minéraux peut être atteinte en appliquant des pratiques agroécologique et biologique • Un large éventail de parties prenantes peut être intégré dans cette meilleure façon de produire l'alimentation.

Protection des prairies permanentes et surfaces d'intérêt écologique

Durant la négociation communautaire sur la réforme de la PAC, le ministère de l'agriculture fédéral allemand fut un farouche opposant de la nouvelle approche proposée par la Commission européenne de rendre les aides directes plus justes et plus vertes.

Berlin rejetait à la fois le plafonnement des aides ainsi que le principe d'un verdissement obligatoire. Cette position s'est aussi reflétée dans la mise en œuvre des nouveaux paiement directs issus de la réforme de la PAC. Mais deux éléments restent comme des résultats positifs de la discussion communautaire : la protection des prairies permanentes et l'interdiction des pesticides et engrais chimiques de synthèse sur certaines surfaces d'intéret écologique (SIE). Même si cette interdiction n'a pas encore été mise en œuvre, elle ouvre un champ des possibles sur les modalités de mise en oeuvre du règlement européen.

La nouvelle réglementation allemande sur la protection des prairies permanentes est très stricte et impose des sanctions aux contrevenants. Photo: MH

L'Allemagne est le seul Etat Membre ayant opté pour un système d'autorisation de retournement des prairies permanentes au niveau de l'exploitation dans le cadre des règles de verdissement, tandis que les autres états ont majoritairement opté pour les niveaux régional ou national. A partir de 2015, chaque exploitation souhaitant convertir une prairie permanente en terre arable, doit disposer d'une autorisation. Celle-ci est obligatoire et s'applique immédiatement, et non lorsque le ratio de prairies permanentes / surface agricole baisse de plus de 5 % au niveau de la région. Certains règlements décidés par Berlin détaillent les cas spécifiques qui doivent être approuvés par les autorités régionales :

- lorsque la partie permanente a été implantée après 2014 ;
- lorsqu'une autre zone de même surface dans la région est convertie en prairie permanente ;
- lorsque la prairie permanente en question a été créée dans le cadre d'une mesure agro-environnementale.

Si une exploitation a retourné une prairie permanente en terre arable sans autorisation, le paiement vert - voire même une partie du paiement de base - lui sera retiré.

Si le pourcentage de prairies permanentes dans une région, chute de plus de 5 % malgré les autorisations requises, plus aucune conversion ne sera autorisée et une obligation de restaurer ou d'implanter une nouvelle prairie permanente sera exigée.

La mise en œuvre du verdissement à l'égard de la protection des prairies permanentes est plutôt positive. Toutefois, le paysage est terni par le fait que seules les prairies classées dans le périmètre de Natura 2000 sont classées comme prairies sensibles, une disposition facultative offerte par la réforme. Ceci signifie que les prairies permanentes situées dans les zones humides et bas-fonds en dehors de ce périmètre peuvent être retournées pour y semer de nouvelles prairies, ce qui aurait un impact négatif sur la protection de l'environnement et du climat.

Les prairies permanentes - notamment celles gérées avec une faible fertilisation - sont performantes pour réduire le risque d'érosion des sols, maintenir leur fertilité, en faire un puit de carbone, améliorer la biodiversité de faune et flore spécifique, ainsi que la préservation du paysage et du patrimoine naturel.

Dans la dernière réforme de la PAC, deux question ont été âprement discutées en Allemagne : quels éléments doivent

Le débat allemand sur les surfaces d'intérêt écologiques donne un aperçu de ce qui peut être obtenu à partir des règlements communautaires. Photo: MH

être qualifiés de surface d'intérêt écologique (SIE), et quelle utilisation de pesticides et engrais doit être autorisée ? Finalement, les 19 éléments de SIE listés dans le règlement communautaire ont été retenus, y compris les cultures intercalaires pièges à nitrates, le couvert végétal, même après un maïs, furent retenus. L'utilisation des pesticides et engrais minéraux est toutefois interdite sur les cultures intercalaires et couverts végétaux, depuis la récolte de la culture précédente jusqu'à la fin de la campagne d'aides PAC. Les reste de l'année, les SIE concernées ne peuvent recevoir que des engrais organiques. Cette interdiction des pesticides et engrais chimiques de synthèse peut être vue comme une avancée symbolique dans la mise en œuvre de cette réforme, et montre qu'elle est possible ailleurs en Europe puisque la réglementation le permet.

Le cas de l'Allemagne montre que chaque Etat membre ou région a le pouvoir d'utiliser la PAC pour le mieux. Il existe de nombreuses marges de manœuvre, comme l'interdiction des intrants chimiques sur certaines SIE le montre. De même, les règles de gestion des prairies permanentes au niveau de l'exploitation et au niveau régional peuvent procurer des bénéfices environnementaux. En tant qu'idée et pratique agroécologique introduite dans le premier pilier de la PAC, les SIE montrent ce qui est possible de faire pour promouvoir de meilleures pratiques environnementales. Toutefois, cela suppose un volontarisme politique pour protéger les SIE contre les intrants chimiques dans chaque région et Etat membre.

CONTACT :

Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft e.V.

abl-ev.de

REPÈRES

•Les prairies permanentes et certaines surfaces d'intérêt écologiques procurent de nombreux bénéfices environnementaux • L'Allemagne a opté pour un système d'autorisation obligatoire de retournement de prairie permanente au niveau de l'exploitation • Si ces règles connaissent certaines limites, elle montrent qu'il existe des marges de manœuvre dans la mise en œuvre du verdissement.

Les prairies fleuries, source d'alimentation pour les pollinisateurs

La bonne gestion des prairies traditionnelles sert un grand nombre d'objectifs, notamment le pâturage pour les animaux, la protection de la biodiversité et le soutien à la pollinisation. A cet égard, l'initiative du concours des prairies fleuries a été mis en place en France pour protéger l'écologie et la biodiversité des prairies.

Cette initiative vise à promouvoir entre agriculteurs et communautés locales, l'importance de préserver les prairies traditionnelles et dans le même temps, à expliquer les liens forts qui existent entre la gestion de la biodiversité, et des produits alimentaires de haute qualité comme le lait, le fromage et la viande. Ceci pour souligner la valeur ajoutée de promouvoir un résultat environnemental dans la commercialisation des produits.

Dans le premier dispositif des prairies fleuries, les agriculteurs situés dans les zones à protéger - surtout dans le périmètre de Natura 2000 - reçoivent un paiement agro-environnemental pour le maintien de prairies de flore multi-espèces. Ce dispositif qui est appliqué au niveau de l'exploitation, combine différentes pratiques de limitation des intrants et du chargement animal. Les agriculteurs doivent démontrer qu'au moins quatre types d'espèce de plantes peuvent être trouvées dans la prairie ainsi gérée. Ce qui est important ici, c'est que les paiements agro-environnementaux sont basés sur les résultats. Ce système incite les agriculteurs à aller plus loin, et les place au centre du dispositif dont ils prennent le leadership en déployant leurs propres pratiques de gestion des prairies fleuries. A cet effet, ils décident eux-mêmes de la période de fenaison, ou quand utiliser certains intrants, sur la base de la connaissance de leur écosystème local. Et ce sont les agriculteurs et non un calendrier fixé par l'administration qui imposent le tempo, ce qui a pour effet de leur laisser une large autonomie de décision. Cette approche innovante se retrouve aussi dans d'autres mesures agro-environnementales utilisées en Europe.

En parallèle, les agriculteurs acquièrent des connaissances sur l'importance de maintenir des prairies semi-naturelles pour l'activité d'élevage. Des sessions de formation et des cahiers des charges sont proposés aux agriculteurs afin de soutenir leur implication dans le dispositif et de stimuler l'adoption de nouvelles pratiques. Les agriculteurs deviennent ainsi les acteurs sachant le mieux protéger et améliorer ces agroécosystèmes. Les agriculteurs situés en dehors de ces zones peuvent également participer, même s'ils doivent s'organiser par eux-mêmes pour trouver des sources de financement, ce qui constitue un frein à l'extension du schéma de départ.

Ce système des prairies fleuries est couplé à un concours

Les gagnants du concours dans les Vosges ont obtenu une reconnaissance à travers le concours général agricole.
Photo:Jean-Marie Henry (PNR du Ballon des Vosges)

annuel qui a contribué à accroître l'implication des agriculteurs dans la mesure. Le premier concours fut organisé en 2007 dans le Parc Naturel Régional (PNR) des Bauges en Savoie et a aidé à montrer comment la richesse floristique des prairies peut s'articuler avec une production de fourrages viable. Des concours similaires ont été lancés par d'autres PNR et parcs naturels nationaux en 2010.

Le concours comprend une épreuve au champ avec des experts qui évaluent la qualité écologique des prairies, notamment la composition des différents types de graminées et de fleurs présentes localement et régionalement. Par dessus tout, les experts examinent si les agriculteurs maintiennent un bon équilibre entre production agricole et gestion environnementale et dans quelle mesure ceci contribue à améliorer la qualité de vie dans ces zones rurales. Pendant ces épreuves, plusieurs experts incluant des agriculteurs et des environnementalistes en passant par des apiculteurs, accompagnent l'agriculteur candidat dans ses champs. Ils évaluent les prairies en terme de richesse d'espèces pour la production de fourrage (qualité, appétence, disponibilité) et la capacité de l'agriculteur à maintenir ou améliorer la biodiversité. Tout ce processus s'accompagne de sessions de restitution et de questionnaires avec un groupe de travail national créé pour développer des critères de suivi et d'évaluation. Le dispositif dispose maintenant de son propre site internet et édite un bulletin annuel pour promouvoir le concours.

Ces sept dernières années, l'initiative des prairies fleuries a été adoptée par 33 PNR sur 46 et les 6 parcs naturels nationaux organisent des concours locaux avec les parcs mitoyens de pays voisins. Le projet global promeut l'amélioration des pratiques d'agriculture durable dans les zones herbagères. Il contribue à améliorer l'image des approches agroécologiques auprès des agriculteurs, et leur montre comment ces méthodes peuvent aider à améliorer la productivité et leur travail. Il donne l'opportunité aux agriculteurs de sentir que leur travail est reconnu et récompensé. En 2014, le concours des Prairies Fleuries a été intégré au prestigieux Concours Général Agricole organisé par le ministère de l'agriculture.

Le jury du Concours des Prairies Fleuries recherchent d'abord la diversité des espèces de flore et de faune. Photo: Vincent Ruin (Chambre d'Agriculture Savoie-Mont Blanc).

CONTACT :

Concours Général Agricole

prairiesfleuries.espaces-naturels.fr

REPÈRES

•Les prairies fleuries protègent l'habitat des pollinisateurs • Une flore diversifiée assure une source d'approvisionnement constante de nectar à partir de la période de floraison • Les pratiques agricoles prouvent que les prairies fleuries sont une bonne source de fourrage pour les animaux • Adoption de pratiques agricoles extensives dans les zones herbagères des PNR.

En savoir plus sur la PAC

Depuis 1999, l'architecture de la PAC se divise en deux piliers. Le 1er pilier inclut une organisation commune de marché (OCM) et des aides directes aux agriculteurs. Le second pilier soutient des programmes de développement rural qui incluent notamment les mesures agroenvironnementales. Au niveau européen, les aides directes représentent 70 % des dépenses de la PAC, le développement rural 20 % et l'OCM 10 %.

Le 1er pilier financé à 100 % par l'UE inclut notamment :

- le droit à paiement de base (DPB) : aide découplée/ha non lié à la production. Selon le choix effectué par l'Etat membre, cette aide s'écartera plus ou moins des références historiques fixées en 1992, pour converger au moins partiellement vers un paiement plus uniforme en 2019
- un paiement redistributif sur les premiers hectares qui est facultatif, applicable soit sur les 30 premiers hectares, soit à concurrence de la surface moyenne de l'Etat membre (52 en France), afin de mieux soutenir les petites et moyennes exploitations ; cette disposition s'applique si un Etat n'applique pas le plafonnement et la dégressivité des aides
- un paiement vert correspondant à 30 % de l'enveloppe nationale des aides directes, versé de manière forfaitaire ou proportionnelle à l'historique selon le choix des Etats, en contrepartie du respect de trois mesures : diversification des cultures, protection des prairies et pâturages permanents, et un minimum de 5 % de surfaces d'intérêt écologique. Certaines exploitations en deça d'une certaine taille et au-delà d'une certaine proportion de surfaces en herbe peuvent être exemptées. Les exploitations en agriculture biologique sont qualifiées automatiquement pour le paiement vert sans avoir à respecter les trois mesures
- une aide obligatoire pour les jeunes agriculteurs, pouvant aller jusqu'à 2 % de l'enveloppe nationale
- des aides couplées/ha ou à la tête de bétail, représentant jusqu'à 15 % des aides, pour certains secteurs faisant face à des difficultés économiques et/ou socio-territoriales ; les plantes légumineuses y sont éligibles
- une organisation commune de marché qui comprend une panoplie d'instruments tels qu'un filet de sécurité (prix d'intervention relativement bas), un régime autorisant les organisations de producteurs et les interprofessions à gérer les volumes mis en marchés (notamment en l'absence d'outils de maîtrise de la production comme les quotas), des droits de plantation vitivinicole, et quelques subventions à l'export résiduelles

Les mesures du second pilier cofinancées par l'UE et les Etats membres comprennent notament :

- l'échange des connaissances
- la modernisation des exploitations et le soutien aux jeunes agriculteurs
- le soutien aux zones à contraintes naturelles
- les mesures agro-environnementales et climatiques
- l'agriculture biologique
- les services de base en milieu rural et la rénovation des villages
- LEADER

Ces mesures s'intègrent dans une programmation de développement rural de sept ans gérée par les autorités nationales ou régionales, et approuvée par la Commission européenne. Les Etats et les régions disposent de nombreuses flexibilités pour le choix de ces mesures, mais doivent toutefois consacrer un minimum de dépenses à l'agroenvironnement et au climat ainsi qu'au programme LEADER. Les agriculteurs doivent également respecter des règles financières et les agriculteurs certaines conditionnalités, notamment le respect de bonnes conditions agricoles et environnementales, autrement ils s'exposent à des pénalités financières.

Pour une PAC qui accompagne la transition vers l'agroécologie

Les cas d'étude présentés dans cette brochure soulignent différentes voies que des agriculteurs et des citoyens empruntent déjà vers l'agroécologie et la souveraineté alimentaire. Ils montrent quelles options ambitieuses des communautés humaines choisissent pour atteindre des conditions de vie qui soutiennent réellement une économie verte, la création d'emplois et un meilleure qualité de vie..

Une PAC qui soutient les agriculteurs et les citoyens engagés dans des démarches agroécologiques

Avec de la volonté politique et des investissements ciblés, ces exemples illustrent ce à quoi nos systèmes agricoles et alimentaires pourraient ressembler demain. Cela suppose que les politiques publiques accompagnent cette transition, car nos concitoyens demandent des systèmes agricoles et alimentaires favorables à l'environnement. Plusieurs Etats-Membres se sont déjà engagés à donner la priorité à la viabilité des exploitations, à la performances environnementale et à l'inclusion sociale entre autres, dans les contrats de partenariat signés avec la Commission européenne sous le cadre stratégique commune 2014-2020. Il est important que les enveloppes financières soient fléchées vers des initiatives similaires à celles soulignées dans cette brochure.

La PAC, et en particulier les mesures de développement rural doivent être utilisées pour soutenir les agriculteurs et les entreprises agroalimentaires fournissant des services environnementaux et socio-territoriaux de qualité. Ceci inclut le soutien à la qualité des produits, à l'agriculture biologique, à la coopération, aux groupements de producteurs, à l'environnement et au climat, aux services de conseil et aux innovations agroécologiques. De tels soutiens sont en mesure de favoriser le développement de :

- une production alimentaire basée sur la souveraineté alimentaire et des démarches agroécologiques
- des circuits alimentaires de proximité et organisés par les acteurs locaux
- l'échange de connaissances et le conseil sur les innovations agroécologiques

Une PAC disposant d'investissements agroécologiques ambitieux

Bien qu'elles représentent une faible part des dépenses totales de la PAC, de nombreuses mesures disponibles dans les programmes de développement rural demeurent les meilleurs moyens de soutenir les transitions nécessaires, si elles sont mises en œuvre d'une manière satisfaisante. Les ressources de la PAC doivent être investies pour améliorer la durabilité des systèmes alimentaires et soutenir l'économie locale. Pour se faire, les Etats membres ont la possibilité d'accélérer cette transition en transférant davantage de moyens financiers du 1er pilier sur le 2nd pilier.

Les années qui viennent seront décisives avec la révision des dépenses de l'UE à mi-parcours en 2016-2017. C'est une opportunité importante pour les chefs d'Etat et de gouvernement de montrer un volontarisme fort en dédiant une plus importante du budget de la PAC pour soutenir la transition vers des démarches agroécologiques.

Liens utiles

Institutions européennes

Commission européenne : ec.europa.eu/agriculture
Parlement européen (Commission de l'agriculture et du développement rural) europarl.europa.eu/committees/fr/AGRI/home.html
Conseil de l'Union européenne : consilium.europa.eu/fr/topics/agriculture
Comité des régions : cor.europa.eu
Cour des comptes européenne : eca.europa.eu
Conseil économique et social : eesc.europa.eu
Eurostat : epp.eurostat.ec.europa.eu

Institutions françaises

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt : agriculture.gouv.fr
Réseau rural français : reseaurural.fr/
Centre d'étude et de prospective (ministère de l'agriculture) : veillecep.fr/

ONG, plateform et think-tanks

ARC 2020 : arc2020.eu
Les Amis de la terre Europe : foeeurope.org/agriculture
IFOAM EU Group : ifoam-eu.org
Réseau européen de développement rural : enrd.ec.europa.eu
Groupe de Bruges : groupedebruges.eu/e-learning
Institute for Environmental European Policy : cap2020.ieep.eu
Institute for Agriculture and Trade Policy : iatp.org
Plateforme Pour une autre PAC : pouruneautrepac.eu

Blogs

capreform.eu
tomasgarciaazcarate.com

Sigles utilisés

ADN	Acide désoxyribonucléique
AER	Agriculture écologique régénérative
BERAS	Building Ecological Recycling Agriculture and Societies
BMW	Border Midland West region of Ireland
CRIES	Centre de Ressources pour les Initiatives éthiques et solidaires
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation
FEADER	Fond European Agricole de Développement Rural
GAL	Groupe d'Action Locale
GLAS	Green Low Carbon Agrienvironment Scheme
LEADER	Liaison Entre Action de Développement de l'Economie Rurale
LOFC	Coopérative biologique Leitrim
MVP	Coopérative végétarienne de Manchester
PAC	Politique Agricole Commune
PDO	Produit de dénomination d'origine
PEI	Partenariat Européen de l'Innovation
PME	Petite et Moyenne Entreprise
SCIC	Société Coopérative d'Intérêt Collectif
SIE	Surface d'intérêt écologique
UE	Union Européenne
USAMV	Université des sciences agronomiques de Cluj-Napoca

EN ROUTE VERS L'AGROÉCOLOGIE : Mobiliser la Politique Agricole Commune pour construire de nouveaux systèmes alimentaires

En Europe, la Politique Agricole Commune (PAC) est un cadre législatif majeur qui influence la production, la transformation et la vente des produits agricoles.

La PAC a entrepris des décisions importantes sur l'orientation de l'agriculture en Europe, et sur les dépenses considérables des fonds publics européens, qui représentent aujourd'hui environ 40 % du budget total de l'Union Européenne (UE).

Responsable de notre alimentation, de la vitalité de nos campagnes, de notre santé, de notre environnement et de nos agriculteurs, la PAC concerne tout un chacun et mérite qu'on s'intéresse à la manière dont les Etats-Membres et les régions la mettent en oeuvre.

La Convention Agricole et Rurale (ARC2020) et les Amis de la Terre Europe remercient la Commission européenne (Direction générale de l'agriculture et du développement rural), la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme et la Fondation de France pour leur soutien à cette publication. Son contenu relève de la seule responsabilité des organismes mentionnés plus haut et ne saurait engager la responsabilité de la Commission européenne, de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme et de la Fondation de France.